RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 02941
Numéro SIREN : 800 289 472
Nom ou dénomination : MAGIS & ASSOCIES

Ce dépôt a été enregistré le 24/02/2016 sous le numéro de dépôt 19727

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 24-02-2016

N° DE DEPOT : 2016R019727

N° GESTION : 2014B02941

N° SIREN : 800289472

DENOMINATION : MAGIS & ASSOCIES

ADRESSE : 35 rue de la Bienfaisance 75008 Paris

DATE D'ACTE : 09-09-2015

TYPE D'ACTE : Rapport du commissaire aux comptes

NATURE D'ACTE :

CABINET
FREZALS

Serge FREZALS
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

MAGIS & ASSOCIES

Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros

35, Rue de la Bienfaisance
75008 PARIS

Attestation du Commissaire aux Comptes
sur le montant des soldes des comptes courants
des associés de la SAS MAGIS
au 30 juillet 2015

EXPERT-COMPTABLE - Inscrit au Tableau de l'Ordre de la Région d'Aquitaine
COMMISSAIRE AUX COMPTES - Membre de la Compagnie Régionale d'Agen
SARL au capital de 50 000 euros - RCS Agen 500 751 219 - NAF : 6920Z
Avenue de l'Occitanie, Zac de Grabissat - 47240 CASTELCULIER
Tel : 05 53 47 98 98 - Fax : 05 53 68 82 21
serge-frezals@cabinet-frezals.fr

Attestation du commissaire aux comptes de l'entité SAS MAGIS & ASSOCIES sur le montant des soldes des comptes courants des associés de l'entité SAS MAGIS & ASSOCIES au 30 juillet 2015.

Au Président.

En notre qualité de commissaire aux comptes de la SAS MAGIS & ASSOCIES et en réponse à votre demande, nous avons procédé à la vérification des informations figurant dans le document que vous nous avez transmis à savoir :

- L'extrait du compte courant de l'entité EXA SA dans les livres de la SAS MAGIS & ASSOCIES faisant apparaître un solde ressort créditeur égal à 341 100 euros au 30 juillet 2015;

- L'extrait du compte courant de l'entité APY FINANCE SARL dans les livres de la SAS MAGIS & ASSOCIES faisant apparaître un solde ressort créditeur égal à 80 000 euros au 30 juillet 2015;

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de Monsieur Norbert TRESFELS, Président de la SAS MAGIS & ASSOCIES.

Il nous appartient d'attester les informations établies.

Il ne nous appartient pas en revanche de nous exprimer sur les méthodes retenues par la Direction SAS MAGIS & ASSOCIES pour établir les comptes.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de la SAS MAGIS & ASSOCIES pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination des informations. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

En outre, nous n'avons pas mis en œuvre de procédures pour identifier, le cas échéant, les évènements survenus postérieurement à l'émission de notre rapport sur les comptes annuels de la SAS MAGIS & ASSOCIES en date du 10 juin 2015.

Notre intervention, qui ne constitue ni un audit ni un examen limité, a été effectuée selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nos travaux ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre ces informations transmises et vérifier l'exactitude des montants.

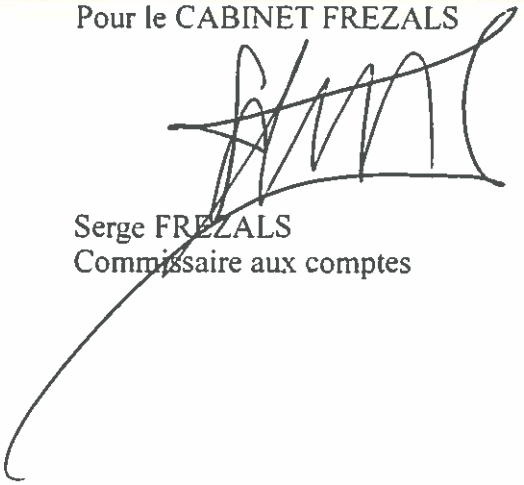
Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations figurant dans le document joint en annexe.

Cette attestation est établie à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Nos travaux ne sont pas destinés à remplacer les diligences qu'il appartient, le cas échéant, aux tiers ayant eu communication de cette attestation de mettre en œuvre au regard de leurs propres besoins.

Fait à Castelculier le 9 septembre 2015

Pour le CABINET FREZALS



Serge FREZALS
Commissaire aux comptes

Grands-livres des comptes généraux

Edition provisoire — *Du 01/01/2015 au 30/07/2015* — Exprimé en euros

Date	Pièce	Folio	Journal	Libellé	Débit	Lét.	Crédit	Solde
455200				**EXA CTCT**				
01/01/2015	VIRT	2	AN	28/01/2014 -OD- EXA A OM P/CPTE OMAGIS &			20 000,00	-20 000,00
01/01/2015	CH EXA	2	AN	24/06/2014 -OD- CH A OM SUR EXA			205 100,00	-225 100,00
01/01/2015	VIR	2	AN	23/07/2014 -BE- VIR EXA APPORTS EN CTCT			5 000,00	-230 100,00
01/01/2015	VIR	2	AN	02/12/2014 -BE- EXA			30 000,00	-260 100,00
01/01/2015	VIR	2	AN	22/12/2014 -BE- EXA			81 000,00	-341 100,00
				Total			**341 100,00**	**-341 100,00**
				Total Classe 4			**341 100,00**	**-341 100,00**

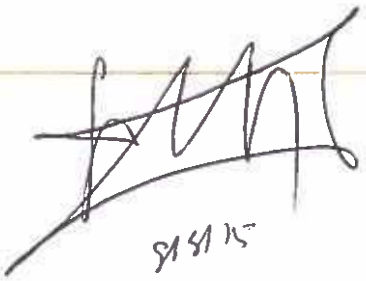
Total des Mouvements	**341 100,00**	**-341 100,00**
Total du Grand-Livre	**341 100,00**	**-341 100,00**

Grands-livres des comptes généraux

Edition provisoire — *Du 01/01/2015 au 30/07/2015* — Exprimé en euros

Date	Pièce	Folio	Journal	Libellé	Débit	Lét.	Crédit	Solde
455300				**APY FINANCE SARL**				
29/07/2015	VIR	0	BE	APY FINANCE SARL			80 000,00	-80 000,00
				Total			**80 000,00**	**-80 000,00**
				Total Classe 4			**80 000,00**	**-80 000,00**

Total des Mouvements	**80 000,00**	**-80 000,00**
Total du Grand-Livre	**80 000,00**	**-80 000,00**



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 24-02-2016

N° DE DEPOT : 2016R019727

N° GESTION : 2014B02941

N° SIREN : 800289472

DENOMINATION : MAGIS & ASSOCIES

ADRESSE : 35 rue de la Bienfaisance 75008 Paris

DATE D'ACTE : 10-09-2015

TYPE D'ACTE : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

NATURE D'ACTE : Poursuite d'activité malgré un actif net devenu inférieur à la moitié du capital social

MAGIS & ASSOCIES
Société par actions simplifiée
au capital de 1.000 euros
Siège social : 35, rue de la BIENFAISANCE 75008 PARIS
800 289 472 RCS PARIS

PROCES VERBAL DES DECISIONS EXTRAORDINAIRES DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 10 SEPTEMBRE 2015

L'an 2015 et le 10 septembre à 18 heures, Norbert TRESFELS représentant la société EXA, Associé unique de la société,

I - A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

En sa qualité de Président de la Société, Norbert TRESFELS, a établi un rapport dans le cadre des dispositions relatives à la perte de plus de la moitié du capital social et a également constaté la réalisation définitive de l'augmentation du capital social décidée le 17/04/2015.

II - A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

ORDRE DU JOUR

- Dissolution anticipée de la Société
- Nomination d'un liquidateur
- Agrément d'un nouvel associé
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation du capital social décidée le 17/04/2015
- Modifications corrélatives des statuts
- Constatation de la régularisation de la situation de la société
- Pouvoirs en vue des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, connaissance prise du rapport du Président et après examen de la situation de la société telle qu'elle ressort des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et approuvés en date du 24/06/2015, lesquels font apparaître que les capitaux propres de la société sont devenus inférieurs à la moitié du capital,

Rejette la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation à compter de ce jour.

DEUXIEME DECISION

En conséquence de la décision qui précède, l'associé unique constate que la désignation d'un liquidateur est sans objet.

TROISIEME DECISION

L'associé unique agrée la société APY FINANCE SARL en tant que nouvel associé.

QUATRIEME DECISION

L'associé unique constate que l'augmentation du capital social décidée le 17/04/2015 est réalisée et qu'en conséquence, le capital social est porté à 400.000 euros par apport en numéraire d'une somme de 399 000 euros correspondant à l'émission de 399.000 actions nouvelles au nominal de 1 euro chacune qui sont souscrites par le seul nouvel associé APY FINANCE à concurrence de 80.000 actions (80 000 euros), et par la société EXA, à hauteur de 319.000 actions (399 000 euros). Ces souscriptions s'effectuent par compensation de créances liquides et exigibles sur la société.

CINQUIEME DECISION

Comme conséquence de la réalisation de cette augmentation de capital, les articles 5 et 8 des statuts sont modifiés comme suit :

Article 6 - Apports - Formation du capital

Il a été apporté lors de la constitution la somme de 1.000 €.

A la suite d'une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 399 000 euros, décidée le 17 avril 2015 et constatée le 10 septembre 2015, le capital social a été porté à 400 000 €.Il a en outre été décidé, à cette date, l'agrément d'un nouvel associé.

Article 8- Capital social

Le capital social est fixé à quatre cent mille euros (400 000 €). Il est divisé en quatre cent mille (400 000) actions de un euro (1 €) chacune de valeur nominale.

SIXIEME DECISION

Comme conséquence de la réalisation de cette augmentation de capital, les articles des statuts sont révisés afin de remplacer en tant que de besoin la mention « l'associé unique » par « les associes »

SEPTIEME DECISION

Après avoir rappelé les dispositions de la loi sur l'Epargne Salariale 2001-152 du 19 février 2001, ainsi que les dispositions de l'ordonnance 2004-604 du 24 juin 2004, il est décidé de ne pas réaliser d'augmentation de capital réservées aux salariés dans les conditions prévues à l'article L 443-alinéas 1et suivants du Code du travail.

HUITIEME DECISION

L'associé unique constate qu'en raison de cette augmentation du capital, les capitaux propres de la Société sont reconstitués à hauteur de la moitié au moins du capital social et qu'en conséquence, il convient de faire procéder à une inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés relative à la régularisation de la situation de la Société.

NEUVIEME DECISION

Tous pouvoirs sont délégués au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Et de ce que dessus il a été dressé procès- verbal qui a été signé par M. Norbert TRESFELS.

M. Norbert TRESFELS

Président

Représentant de EXA

Enregistré à : S I E 8 EME EUROPE-ROME POLE ENREGISTREMENT
Le 03/02/2016 Bordereau n°2016/353 Case n°22 Ext 1235
Enregistrement : 500 € Pénalités : 58 €
Total liquidé : cinq cent cinquante-huit euros
Montant reçu : cinq cent cinquante-huit euros
L'Agente administrative des finances publiques

Laurence BRUNISSEN
Agente Administrative des Finances Publiques

1601975001

DATE DEPOT : 24/02/2016

NUMERO DE DEPOT : 2016R019727

N° GESTION : 2014B02941

N° SIREN : 800289472

DENOMINATION : MAGIS & ASSOCIES

ADRESSE : 35 rue de la Bienfaisance 75008 Paris

DATE ACTE : 17/04/2015

TYPE ACTE : Décision(s) de l'associé unique

MAGIS ET ASSOCIES
SAS au capital de 1 000 euros
Siège social : 35, rue de la bienfaisance 75008 PARIS
800 289 472 RCS PARIS

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 17 AVRIL 2015

L'an Deux Mil Quinze

Le DIX SEPT AVRIL dans les bureaux de MAGIS ET ASSOCIES 35 rue de la bienfaisance 75008 PARIS,

La société EXA SA représentée par M. Norbert TRESFELS, agissant en qualité d'associé unique de la société MAGIS ET ASSOCIES, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 1 000 euros,

Connaissance prise du rapport du Président a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION :

L'associé unique après avoir entendu le rapport du président et constatant que le capital social est entièrement libéré décide d'augmenter le capital de 399 000 euros pour le porter ainsi de 1000 euros à 400 000 euros, par émission de 399 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de un euro chacune.

Les actions nouvelles seront émises au pair.

Elles seront intégralement libérées lors de leur souscription par versement de numéraire ou compensation avec des créances liquides et exigible sur la société.

Les actions nouvelles porteront jouissance à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Les actions nouvelles seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Les souscriptions et versements seront reçus au siège social à compter de ce jour.

Le délai de souscription se trouvera clos par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite.

Les fonds provenant des souscriptions en numéraire seront déposés auprès d'une banque qui établira le certificat du dépositaire prévue par l'article L 225-146 du code de Commerce.

DEUXIEME DECISION :

L'Associée Unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toute formalité de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associé unique et répertorié sur le registre des décisions de l'Associé Unique.

Pour EXA
Associé Unique

Norbert TRESFELS

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 24-02-2016

N° DE DEPOT : 2016R019727

N° GESTION : 2014B02941

N° SIREN : 800289472

DENOMINATION : MAGIS & ASSOCIES

ADRESSE : 35 rue de la Bienfaisance 75008 Paris

DATE D'ACTE : 10-09-2015

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

MAGIS & ASSOCIES

Société par actions simplifiée au capital de 400.000 euros

Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Siège social : 35, rue de la BIENFAISANCE
75008 PARIS

STATUTS

Certifiés conformes
Le Président

Mise à jour : 10 septembre 2015

Article 1er - Forme

La société a la forme d'une société par actions simplifiée ; elle est régie par le livre II et le titre II du livre VIII du code de commerce, l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination de la société est : MAGIS & ASSOCIES

La société sera inscrite sur la liste des commissaires aux comptes.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société de commissaires aux comptes » et de l'indication de la compagnie régionale des commissaires auprès de laquelle la société est inscrite.

Article 3 – Objet social

La société a pour objet :

- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à Paris 75008, 35, rue de la BIENFAISANCE.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Il a été apporté lors de la constitution la somme de 1.000 €.

Une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 399 000 euros, a été décidée le 17 avril 2015. A la suite de cette augmentation définitivement réalisée le 10/09/2015, le capital est désormais divisé en 400 000 actions de 1 euros de valeur nominale, entièrement libérées.
Il a en outre été décidé, à cette date, l'agrément d'un nouvel associé.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

Le capital social est fixé à quatre cent mille euros (400 000 €).
Il est divisé en quatre cent mille (400 000) actions de un (1 €) chacune de valeur nominale.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander à la commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Article 9 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les associés, délibérant sur le rapport du président, sont seul compétent pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de détention des actions au profit des professionnels experts-comptables ou commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Article 10 – Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions représentant des apports en nature doivent être intégralement libérées et les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 11 – Droits et obligations attachés aux actions

1) Droits attachés aux actions

Les associés ont droit à la totalité des bénéfices, de l'actif social et du boni de liquidation.
A chaque action est attachée une seule voix.
Les associés ont le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2) Obligations des associés

Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.
Les droits et obligations attachés à l'action suivent la propriété du titre.
La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société.

Article 12 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

1) Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

2) Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire.
Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.
Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

3) Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique, désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

4) L'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions relevant de la compétence de l'associé unique telle que cette compétence est définie à l'article 20 des présents statuts. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions d'approbation des comptes et d'affectation du résultat et au nu-propriétaire pour les autres décisions.

5) Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

Article 13 – Admission d'un nouvel associé

L'admission d'un nouvel associé nécessite, dans tous les cas, une décision des associés.

Article 14 – Cessation d'activité du professionnel associé unique

Le professionnel associé unique qui cesse d'être inscrit au tableau interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit. La société saisit le conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Le professionnel associé unique qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit. Il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la société de respecter les quotités légales de détention de droits de vote.

Article 15 – Président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président.
Le président exerce ces fonctions pour la durée de la société.

Le président est révocable à tout moment par une décision des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que les associés ne statuent sur sa révocation.

La rémunération du président est fixée par une décision des associés.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président dirige et administre la société.

Article 16 – Directeurs généraux

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs directeurs généraux chargés d'assister le président. Les directeurs généraux sont désignés parmi les commissaires aux comptes inscrits sur la liste professionnelle ou parmi les professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Tout directeur général est révocable à tout moment par une décision des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée

à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que les associés ne statuent sur sa révocation. En cas de cessation des fonctions du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, concurremment avec le président, les mêmes pouvoirs que celui-ci. Sa rémunération est fixée par une décision des associés.

Les stipulations des cinquième et sixième alinéas de l'article 15 des présents statuts sont applicables au directeur général.

Article 17 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeur généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 18 – Conventions soumises à approbation

Est portée sur le registre des décisions des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un des associés. Y sont indiqués le nom des personnes intéressées, la nature, l'objet et les modalités essentielles de la convention, ainsi qu'une mention d'approbation.

Les conventions omises du registre des décisions produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et aux autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Article 19 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 18 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 20 – Décisions des associés

1) Les associés statuent sur :
- la nomination et la révocation du président et des directeurs généraux,
- l'approbation des comptes et répartition du résultat,
- l'augmentation, la réduction et l'amortissement du capital social,
- la fusion, la scission ou l'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- la dissolution, la prorogation, la transformation de la société,
- toute autre modification des statuts.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

2) Les associés ont le droit d'obtenir du président, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

3 Les associés ne peuvent déléguer son pouvoir de décision à un tiers.

4) Les décisions des associés sont portées sur le registre des décisions. Le registre des décisions est tenu conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 21 - Exercice social

L'exercice social commence le .1er janvier et finit le.31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31/12/2014.

En outre, les actes accomplis pour le compte de la société pendant la période de constitution et repris par celle-ci seront rattachés à cet exercice.

Article 22 – Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 23 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le

fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition des associés qui peuvent, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 24 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de l'associé unique, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 25 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

1) La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.

2) Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

3) A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, les associés règlent les modalités de la liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine

à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

Article 26 - Jouissance de la personnalité morale et engagements de la période de formation

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition de l'associé unique à l'adresse prévue du siège social.

Ces engagements seront repris par la société du fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 27 - Publicité et pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes pour effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Article 28 – Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Fait à PARIS. le .23 octobre 2013.....

En cinq exemplaires originaux dont un pour l'enregistrement, deux pour le dépôt au greffe, un pour le dépôt au siège social, et un pour l'associé unique.

Signatures